

Communiqué de presse

Lundi 6 juin 2011

L'économie définit des lignes directrices pour une nouvelle politique de la santé

economiesuisse demande davantage de transparence, de concurrence et de responsabilité individuelle dans le domaine de la santé ainsi qu'un accès généralisé à des prestations de qualité élevée qu'il faut financer durablement. Les lignes directrices de la santé présentées aujourd'hui à Zurich sont un instrument de politique économique à l'aune duquel il est possible d'évaluer des projets de réforme actuels et futurs.

Le marché suisse de la santé est très dynamique. Ce secteur croît à un rythme supérieur à la moyenne depuis des années et voit donc son importance économique augmenter. L'industrie pharmaceutique et chimique est d'ores et déjà la première branche d'exportation de la Suisse et l'industrie de la technologie médicale (techmed), axée sur l'exportation, enregistre une forte croissance. Par ailleurs, d'autres domaines, comme la cybersanté, renferment un potentiel d'exportation supplémentaire. Pascal Gentinetta, directeur d'economiesuisse, a aussi évoqué aujourd'hui des problèmes structurels évidents dans ce secteur. « Nous observons une étatisation rampante du système de santé, il y a une tendance nette à la surréglementation. » À cela s'ajoute que la séparation des rôles entre autorité de régulation, organe de surveillance et fournisseurs de prestations n'est pas claire, en particulier au niveau cantonal. La nécessité de réformer le système est incontestée, comme en témoigne l'abondance des interventions politiques. « Avec ses lignes directrices pour la politique de la santé, economiesuisse a créé un instrument de politique économique permettant d'évaluer les innombrables idées », a déclaré Pascal Gentinetta.

Cinq exigences clés pour un système de santé efficace

Pour Rudolf Minsch, chef économiste d'economiesuisse, plusieurs évolutions négatives du système de santé rendent un tel outil nécessaire : « L'efficacité est insuffisante, la transparence laisse à désirer pour ce qui concerne la qualité des prestations et, depuis 25 ans, le financement est de plus en plus l'affaire de l'État. » Les lignes directrices présentées vont dans la direction opposée. Elles réclament des conditions-cadre libérales pour le système de la santé : l'État doit autant que possible laisser des prestataires privés fournir les prestations. Afin d'accroître la qualité, les lignes directrices exigent la transparence et une concurrence réglementée. Du point de vue de l'innovation, il importe de garantir à tous l'accès à des méthodes de traitement de qualité élevée et modernes. Parallèlement, il faut donner plus de poids à la responsabilité individuelle afin de renforcer la solidarité entre les assurés. Et, enfin, les lignes directrices préconisent un financement durable pour un système de santé efficace et stable.

economiesuisse utilisera désormais ces critères pour évaluer les projets de réforme. Le projet respecte-t-il les principes de politique économique ? Favorise-t-il une concurrence axée sur les prestations, l'innovation, l'efficacité ? Le financement est-il durable et la responsabilité individuelle

renforcée ? D'après Rudolf Minsch, lorsque, pour un projet, la réponse à toutes les questions est oui, l'économie le soutient. « Si la réponse à certaines est non, une évaluation globale s'impose pour établir la position. »

Plus de transparence pour garantir la qualité

Un projet en cours propose l'introduction d'une assurance de la qualité au niveau national. Si on évalue cette réforme à l'aune des nouvelles lignes directrices, il en ressort que l'économie la soutient en partie. D'après Beat Moser, directeur de SGCI Chemie Pharma Schweiz, la Confédération doit accroître la transparence pour permettre la comparaison des prestataires de soins. Par contre, la création d'un institut de la qualité, récemment proposée le Conseil fédéral, irait à l'encontre des positions de l'économie.

Quant à l'idée d'une caisse unique, elle est totalement incompatible avec les exigences de l'économie. « Ce serait un premier pas en direction d'une étatisation du système de santé », a mis en garde Lucius Dürr, directeur de l'Association Suisse d'Assurances ASA. L'économie préconise au contraire une intensification de la concurrence « et sans la pression de la concurrence, les coûts risquent de prendre encore l'ascenseur ». En revanche, Adrian Dennler, président des Cliniques Privées Suisses (CPS), juge plutôt favorablement le nouveau financement hospitalier introduit à partir de 2012. Cependant, l'esprit de la réforme est mis à mal au niveau cantonal. D'après Adrian Dennler, « la multiplicité des rôles des cantons crée souvent des conflits d'intérêts délicats. [...] Ce que font aujourd'hui certains directeurs de santé publique pour figer des structures hospitalières inefficaces peut être vu comme le b.a.-ba de l'économie planifiée. »

Un outil pour analyser les projets

Les lignes directrices publiées aujourd'hui par economiesuisse exposent de manière transparente et explicitent la position de l'économie sur ces questions de politique de la santé et bien d'autres. Elles permettent une évaluation sommaire rapide et une analyse détaillée de projets précis. Ce faisant, elles soutiennent une contribution active à la recherche de solutions pour relever les défis et permettent d'influencer l'évolution dans la direction souhaitée. L'objectif est de tendre à un système de santé libéral et innovant, dont les prestations sont à la portée de toutes les bourses.

Pour toutes questions :
Cristina Gaggini, directrice romande
Téléphone : 078 781 82 39
Courriel : cristina.gaggini@economiesuisse.ch